

AKTUELL

ASILE POLITIQUE

Faut-il qu'ils soient morts ?

David Wagner

Le woxx a rencontré un opposant politique congolais que le Luxembourg menace de renvoyer chez lui. Au mépris de la situation politique ambiante et des risques qu'il encourt.

Quatre ressortissants de la République démocratique du Congo (RDC) ne se sont pas vus accordés l'asile politique par le Tribunal administratif, ce dont le woxx a rendu compte la semaine passée, suite à une question parlementaire du député André Hoffmann (déi Lénk). Le ministère de la famille a suivi en leur interdisant l'accès au foyer d'hébergement. Désormais, ils vivent dans la crainte d'être renvoyés en RDC. Le fait est d'autant plus grave qu'ils sont pourchassés politiquement. La question parlementaire faisait par ailleurs mention « d'un défenseur des droits de l'Homme reconnu ». Nous avons voulu en savoir plus et avons rencontré la personne en question.

Il s'agit de Victor Engbonda Angata. Il est arrivé au Luxembourg en août 2005, date à laquelle il a introduit une demande d'asile politique. Et pour cause : Angata travaillait alors en tant que rédacteur à Kinshasa au département des oeuvres sociales militaires du ministère de la défense. Dans le cadre de cette activité, il fut amené à rédiger un rapport intitulé « Insécurité généralisée et les actes de barbarie en RDC ». Quelques jours plus tard, le directeur du département l'informe que la présidence a lu ce rapport et qu'elle est intervenue auprès de lui pour se plaindre et agiter des menaces à l'encontre d'Angata. Le directeur comprend immédiatement le sort que risque d'encourir son fonctionnaire et il lui enjoint alors de quitter la RDC le plus vite possible. C'est donc un mois plus tard (le rapport date du mois de juillet) qu'Angata, qui connaît les méthodes des services secrets kabilistes, atterrit au Luxembourg.

On peut dire qu'Angata a eu chaud. En effet, au mois de juin, un activiste des droits de l'Homme, Floribert Chebeya a été assassiné par la police tandis que le corps de son chauffeur Fidèle Bazana Edadi, n'a toujours pas été retrouvé. Amnesty international a condamné cet acte et le parlement européen a voté, quelques

jours plus tard, une résolution qui demande aux Etats membres que les militants des droits de l'Homme, journalistes, opposants politiques, victimes et témoins soient protégés par eux. Il ne faut pas être un spécialiste de cette région d'Afrique pour être conscient des énormes problèmes que ce riche pays traverse. Et beaucoup d'autres cas de torture et de morts suspects sont régulièrement relevés par les organisations des droits de l'Homme.

Un fait particulier aggrave la situation d'Angata : ses parents sont originaires de la province de l'Equateur. Or, dans le système tribal tel qu'il fonctionnait et qu'il fonctionne encore, les ressortissant-e-s de cette province sont vu-e-s d'un mauvais oeil par le régime du président Joseph Kabila. En effet, non seulement l'Equateur était la province d'origine de l'ancien dictateur Mobutu Sese Seko, renversé par le père de l'actuel président, Laurent-Désiré Kabila. De plus, le principal opposant actuel, l'ancien vice-président Jean-Pierre Bemba, actuellement en procès devant le Tribunal pénal international de La Haye, qui a dû quitter la RDC après que les forces gouvernementales eurent assailli sa résidence dans l'entre-deux-tours de la dernière élection présidentielle, est lui aussi originaire de cette province.

Pour couronner le tout, Angata a milité au sein de l'Association congolaise des droits de l'enfant et des femmes (ACDEF) et a également assuré le secrétariat général durant une année, en 1999, de la plate-forme Défense de l'enfant international (DEI). « Vous savez, en RDC, ce n'est pas comme en Europe, quand vous défendez les droits de l'Homme, on considère cela comme une activité politique », explique Angata. Un avocat vient d'introduire auprès du ministère de l'immigration une demande de séjour pour motifs humanitaires, arguant qu'un refus « apparaîtrait comme constitutif d'une entrave à l'interdiction de la torture » en se référant à l'article trois de la Convention européenne des droits de l'Homme. Reste à espérer que les services de l'immigration prennent en considération la situation politique périlleuse dans laquelle se trouvent les opposant-e-s politiques congolais.

SHORT NEWS

Zuflucht seit 30 Jahren

Luxemburg hat die höchste pro Kopf Anzahl von Frauenhäusern in Europa. „Dennoch gibt es Wartelisten für Frauen, die Opfer von Gewalt wurden. Pro Monat werden 25 Wegweisung ausgesprochen und die Polizei muss landesweit rund 47 mal wegen Gewalt in der Familie intervenieren“, erläutert diese Woche Joëlle Schrank, Vorsitzende von Femmes en détresse, anlässlich der Feierlichkeiten zum 30jährigen Bestehen der Frauenhäuser. Bis heute waren rund 1.500 Frauen und 1.800 Kinder in den Frauenhäusern, die Wohnstrukturen wurden seither nicht nur vergrößert, sondern um eine Beratungsstelle, einen Frauentreffpunkt, ein Frauentelefon und ein Mädchenhaus erweitert. Auch weiterhin will sich Femmes en détresse für Betroffene einsetzen und sensibilisieren. Denn so Schrank: „Das Problem der Gewalt wird noch nicht ernst genug genommen“.

Mieux vaut prévenir...

En présentant le rapport d'activité pour l'année 2009, Thérèse Michaelis, la directrice du Centre de prévention des toxicomanies (Cept) a dressé un bilan plutôt sombre de l'état des choses au Luxembourg. En effet, le grand-duché caracole toujours en tête des statistiques sur la dépendance à l'héroïne, sans parler du débat autour du cannabis médical qui occupe actuellement les médias, comme le démontre la fouille chez le médecin et député ADR Jean Colombara. Pourtant, le Cept essaie par tous les moyens de remplir sa mission essentielle : prévenir les addictions en tous genres par un travail public permanent. Le Cept agit sur trois niveaux à la fois : le service téléphonique « Fro No », qui a enregistré une grande hausse de la demande suite à une campagne publique, le travail de formation des professionnels dans le programme « Trampoline » et la recherche sur les phénomènes de la drogue dans le cadre du « mesh ». Pourtant, on sent que le Cept a les mains liées en ce qui concerne l'impact sur le terrain. Interrogée sur ce sujet, Michaelis a admis qu'elle ne disposait d'aucune certitude quant à l'efficacité des actions - par manque de chiffres. Elle espère tout de même que le fait qu'il semblerait que les jeunes Luxembourgeois-e-s commenceraient à montrer plus tardivement des comportements addictifs pourrait en petite partie être lié à leur action. On se console comme on peut, tandis qu'à quelques centaines de mètres du Cept, la Fixerstuff saturée risque l'explosion pure et simple. Mais là, plus question de prévention, c'est l'autre bout du rouleau que les politiques laissent pourrir

Stadtentwicklung und Bussystem

„Der Monat Oktober wird ein historischer Moment in der Stadtentwicklung“, meinte Bürgermeister Paul Helminger diese Woche beim City Breakfast. Die Gesetzesprojekte zum Bau des neuen Boulevard Raiffeisen und des Boulevard Kockelscheuer, welche mit der Umsetzung des Projekts Ban de Gasperich zusammenhängen, werden demnächst in der Chamber beschlossen. Auf einer Fläche von 80 ha sollen hier Büros, Geschäfte und Wohnungen entstehen. „Ich bin sicher, dass wir dann 2011 mit dem Bau beginnen können“, so Helminger. Ende Oktober werde die begleitende Kommission des Projektes Royal-Hamilius den Gewinner der Ausschreibung für den 0,7 ha großen Innenstadtbereich bekannt geben. Außerdem habe sich das Bauprojekt auf Place de l'Etoile konkretisiert und der Baubeginn sei für 2011 denkbar. Einzige Herausforderung: Die Konzeption des Einkaufs- und Gastronomiebereiches muss komplementär zu den Angeboten der Innenstadt sein, um deren Attraktivität nicht zu gefährden. Das „Call a bus“-System wird nun flexibler: Fahrgäste können im innerstädtischen Bereich zwischen 9.00 und 23.00 Uhr für nur fünf Euro die Fahrt von der Haustür bis zum Zielort gefahren werden. Dass „Call a bus“ somit eine vor allem kostengünstigere Alternative zu den Taxis darstellt und ihnen Konkurrenz macht - sieht Helminger nicht: Die Taxifahrer hätten sich bisher nicht beschwert.